

Trimestriel N°21 // Septembre 2025

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



ÉDITO

Par le comité de rédaction

L'Arizona a conclu des accords d'été qui préparent un hiver social. Pendant que la casse sociale devient la nouvelle norme des salarié-es, rien n'échappe au projet autoritaire et austéritaire du gouvernement.

Alors que les Engagés avaient promis un milliard d'euros en plus par an pour les soins de santé, les travailleur-euses "obtiendront" un manque à gagner de 2 milliards avec les accords d'été. Alors que la droite avait promis des hausses de salaire à hauteur de 500€ par mois, les travailleur-euses de nuit en perdront en moyenne 600. Alors que Maxime Prévot avait promis des investissements stratégiques dans les services publics, les travailleur-euses ne connaîtront qu'une hausse du budget de l'armée.

C'est en partie pour ces raisons que nous devons faire de la marche pour l'emploi du 24 septembre une réussite ! Il est désormais essentiel de lutter contre le gouvernement wallon, engagé pour les intérêts de la NVA, qui applique docilement une politique d'exclusion du chômage. Un second rendez-vous est prévu le 14 octobre à Bruxelles pour mettre un terme aux mesures de l'Arizona.

Et n'oublions pas de maintenir notre soutien à Gaza, où Israël organise un génocide avec la complicité des gouvernements occidentaux. La souffrance d'un-e seul-e travailleur-euse palestinien-ne est un tort fait à toutes les travailleur-euses de Belgique.

DOSSIER THÉMATIQUE

- 2 MARCHÉ POUR L'EMPLOI : RENDEZ-VOUS LE 20 SEPTEMBRE !
- 3 INTERVIEW : LUTTER CONTRE LE DUMPING SOCIAL
- 5 ENSEIGNEMENT : DES INGÉNIEUR-ES AUX COMMANDES... VRAIMENT ?
- 6 LA DROITE CONTRE LES FEMMES

INTERNATIONAL

- 7 FACE À LA GUERRE, QUELLE VOIE POUR LA PAIX ?
- 8 MILEI : DÉJÀ DES PROBLÈMES ?

EN RÉGIONALE

- 9 PAROLES DE VIEUX ET PERSPECTIVES DE JEUNES

SECRETARIAT

- 10 S'INFORMER POUR MIEUX LUTTER



QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

MARCHE POUR L'EMPLOI : RENDEZ-VOUS À NAMUR LE 24 SEPTEMBRE !

Tu galères à trouver un job stable ? Tu bosses en intérim sans perspective d'avenir ? Tu fais des études mais tu te demandes si, à la sortie, tu auras droit à mieux qu'un contrat précaire ? Tu n'es pas seul-e. Le 24 septembre, on se retrouve toutes et tous à Namur pour la Marche pour l'Emploi de qualité. Parce que nos vies méritent mieux que la précarité.

DES VIES SUSPENDUES À UN COUP DE FIL

Marie, éducatrice spécialisée depuis sa sortie des études il y a deux ans, vit dans l'angoisse. Chaque vendredi soir, elle attend l'appel de son agence d'intérim : aura-t-elle encore du boulot lundi ? Impossible de prendre un crédit, de planifier des vacances, d'imaginer un futur. Noah, jeune diplômé en marketing, pensait débiter sa carrière avec un job stable. Résultat ? 12 missions d'intérim en deux ans. Pas de perspectives, pas de sécurité.

Ces histoires, ce sont celles de milliers de jeunes. Elles montrent une réalité brutale : la précarité n'est pas une exception, c'est devenu la règle. Et ça, on ne peut plus l'accepter.

LE COÛT DE LA VIE EXPLOSE, LES SALAIRES STAGNENT

À Namur, un petit appart' coûte minimum 750 € de loyer. Avec un salaire au minimum légal, il te reste à peine 900 € pour vivre. Le panier de courses a augmenté de +15 % en 2024, mais les salaires n'ont pas suivi.

Et pour aller bosser ? Entre essence et abonnement SNCB ou TEC, tu peux lâcher jusqu'à 200 € par mois, soit presque 10 % de ton salaire minimum.

DES SERVICES PUBLICS QUI PARTENT EN FUMÉE

Moins de bus pour les étudiant-es, une mobilité hors de prix, le coût des études qui grimpe, des crèches trop chères. C'est ça, la « modernisation » vantée par les gouvernements ? En réalité, c'est le casse des services publics. Résultat ? On paye plus cher pour moins de services... quand on peut encore payer !

STOP AUX BARRIÈRES À L'EMPLOI

Pourquoi Karim, qui a suivi une formation en menuiserie pendant neuf mois, ne décroche que deux semaines d'intérim ? Pourquoi Elisa, après une reconversion en logistique, est recalée parce qu'elle n'a « pas d'expérience » ? Pourquoi Paul, maraîcher, ne trouve personne à embaucher parce que sa ferme n'est pas desservie par les transports ?

Un emploi digne doit être accessible à toutes et tous, sans barrières liées au diplôme, à l'adresse ou au parcours de vie. L'emploi, ce n'est pas un privilège, c'est un droit.

NAMUR DOIT RÉSONNER DE NOS VOIX

Le 20 septembre, ce n'est pas juste une manif. C'est une **démonstration de force**. Une manière de dire haut et fort :

- ▶ Nous voulons des **contrats stables** et pas une vie en intérim permanent.
- ▶ Nous exigeons des **salaires décents**, indexés correctement, pour vivre dignement.
- ▶ Nous défendons des **services publics solides**, accessibles à toutes et tous.
- ▶ Nous refusons que l'emploi devienne un privilège réservé à quelques-uns.

TON AVENIR MÉRITE MIEUX

Que tu sois étudiant-e, jeune travailleur-euse, en recherche d'emploi ou enchaînant les petits boulots : cette marche est pour toi. Parce qu'un futur sans stabilité, sans droits et sans perspectives, ce n'est pas un futur.

Rendez-vous le 24 septembre à 10h, Gare de Namur. Fais entendre ta voix. Fais-la résonner avec des milliers d'autres. Ensemble, on peut imposer le changement.



INTERVIEW AVEC SELENA CARBONERO FERNANDEZ

LUTTER CONTRE LE DUMPING SOCIAL

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIEN SCHARPÉ
// CHARGÉ DE COMMUNICATION DES JEUNES FGTB



// PEUX-TU NOUS DÉCRIRE QUELLES FONCTIONS TU OCCUPES À LA FGTB ? QUELS DOSSIERS SUIS-TU ET QUEL IMPACT PEUX-TU AVOIR ?

Je suis secrétaire fédérale depuis avril 2021. Avant ça, j'ai été conseillère juridique au sein de la centrale des Métallos pendant treize ans. À l'époque, nous avons toujours veillé à avoir un ancrage sectoriel et interprofessionnel avec la MWB. J'ai donc pu m'occuper des questions transversales mais aussi faire le suivi des commissions paritaires comme les fabrications métalliques, l'aviation, les compagnies aériennes, les électricien-nes et les garages.

Par la suite, j'ai été permanente à la Centrale générale à Liège, où j'étais chargée des secteurs du nettoyage, du gardiennage et des entreprises de travail adapté. Durant cette période, j'ai également été présidente du bureau des femmes de la FGTB Wallonne. Cela a été pour moi une expérience très importante, qui a permis de concrétiser cet ancrage syndicaliste et féministe. Je garde de très bons souvenirs de cette période. J'ai été appelée à d'autres missions en devenant secrétaire fédérale, mais les liens sont restés.

Aujourd'hui, j'ai la charge de dossiers très variés liés à la sécurité sociale au sens large. En tant que membre du comité de gestion des pensions, de l'ONVA¹ et de l'ONSS², je suis responsable politique des dossiers relevant de ces matières. Je m'occupe également de tout ce qui touche aux libertés syndicales, à la transition écologique et à toutes les matières de concertation sociale en entreprise traitées au sein de la Commission entreprise de la FGTB. Mais aussi à la question de l'asile et la migration qui est l'un des thèmes qui me tient particulièrement à cœur. J'ai la chance et le privilège de ne pas m'ennuyer.

Plus concrètement, mon rôle est d'interpeller le gouvernement sur les effets négatifs d'une proposition de réforme dans le cadre des comités de gestions où la FGTB siège. Dans le cas de l'extension du quota d'heures et des déductions de cotisations des jobs étudiants, j'ai rappelé que ce type de statut d'exception ne devrait pas exister, ou alors de manière très limitée. Il s'agit de créer une dynamique de concertation sociale qui permette de fixer des balises et d'imposer un certain nombre de conditions en faveur des travailleur-euses.

Aujourd'hui, le gouvernement en place et le cadre qu'il donne à la concertation sociale rendent plus difficile le rapport de force. L'Arizona se contente de reprendre en grande partie la feuille de route des organisations patronales que sont la FEB et le Voka. Les employeurs savent qu'ils sont en position de force et ne cherchent plus à négocier. Cela biaise complètement le rapport de force au sein du comité de gestion et nous contraint à nous mobiliser comme jamais. Mais la répression syndicale n'a jamais été aussi dure.

C'est pour cette raison que nous avons créé la plateforme sur le droit de protester avec la FGTB et d'autres organisations issues de la société civile. Nous subissons depuis des années différentes attaques comme le projet de loi Van Quickenborne, l'usage de huissiers sur les piquets de grève des magasins Delhaize, et surtout la condamnation des 17 du pont de Cheratte. Mais d'autres organisations subissent la répression comme les militant-es pour le climat ou encore Greenpeace pour avoir occupé une plateforme gazière à Zeebrugge.

Après avoir obtenu le mandat de lancer cette initiative vers la société civile, nous avons commencé à nous voir et à échanger. Lorsque le projet de loi Van Quickenborne est sorti, les liens étaient déjà là. Nous nous sommes mis en mouvement, à développer des stratégies communes pour, finalement, faire reculer le gouvernement sur ce projet.

// CONCERNANT LE DUMPING SOCIAL, ON OBSERVE QUE DES CONTRATS PARTICULIERS COMME LE RÉGIME DES JOBS ÉTUDIANTS ET DES FLEXI-JOBS TIRENT LES CONDITIONS DE TRAVAIL STANDARDS VERS LE BAS. QUEL RÔLE OCCUPE LA FGTB DANS LA LUTTE CONTRE CES SOUS-CONTRATS ?

De manière générale, notre objectif dans les comités de gestion, comme dans d'autres instances, est d'éviter que ce type de statuts ne remplacent les emplois réguliers. Ces statuts étaient initialement conçus pour rester minoritaires, mais leur prolifération est un véritable dumping social.

Cette forme de travail profite uniquement aux employeurs par les réductions de cotisations de sécurité sociale, souvent complétées par des avantages fiscaux. Cela incite certains employeurs – y compris via les agences d'intérim – à maximiser leurs profits en créant une concurrence entre le travail régulier et le travail précaire. Ce mécanisme tire vers le bas les conditions de travail pour tout le monde.

Prenons l'exemple des flexi-jobs et des étudiant-es jobistes : on observe que de plus en plus d'employeurs structurent leur activité autour de ce modèle. Dans certaines entreprises, il ne reste qu'un ou deux travailleur-euses fixes ; l'essentiel des besoins est couvert par des étudiant-es ou des flexi-jobs. Les travailleur-euses à temps partiel perdent la possibilité d'obtenir plus d'heures pour compléter leur salaire et se constituer des droits à la pension. Avec les réformes envisagées par le gouvernement, ce sont surtout les femmes qui seront pénalisées. C'est un cercle vicieux où les employeurs cherchent à baisser les conditions de travail de toutes les travailleur-euses pour maximiser leurs marges.

Les étudiant-es sont aussi confronté-es à l'hyper flexibilité, aux horaires décalés ou encore au fait de porter des charges lourdes. Ces contraintes ne sont ni reconnues, ni compensées. En principe, les étudiant-es ne devraient pas avoir à travailler pour payer leurs études ou remplir leur frigo. C'est en ce sens que nous menons un plan d'action contre l'Arizona.

Nous faisons face à un gouvernement de régression sociale qui se présente comme moderne. Mais leur modernité ce sont les flexi-jobs, l'augmentation du quota d'heures pour les étudiant-es et le CDI intérimaire. Or, le CDI intérimaire enferme durablement les personnes dans la précarité, sans perspectives d'emploi stable, sans aucune sécurité de leurs conditions de travail, d'horaires ou de salaire.

Le ministre de l'Emploi a saisi la commission paritaire de l'intérim pour qu'elle conclue une convention collective sur le CDI intérimaire. Les premières discussions commencent et nous verrons si le ministre respecte le dialogue social ou tente de passer en force avec un projet de loi.

Le CDI intérimaire entraînera aussi du dumping social dans les secteurs qui recourent massivement à l'intérim. Une autre mesure préoccupante est la réduction de la durée de préavis qui, combinée à la période d'essai de trois jours dans l'intérim, revient à réintroduire une période d'essai très courte. Cela fragilise particulièrement les jeunes travailleur-euses, déjà soumis-es à la limitation des allocations de chômage à deux ans.

1 Office national des vacances annuelles
2 Office national de la sécurité sociale

// DANS QUELLE MESURE LE PLAN D'ACTION DU FRONT COMMUN SYNDICAL PERMET-IL DE LUTTER CONTRE LE DUMPING SOCIAL ?

Très concrètement, l'ensemble du plan d'action vise à éviter ce que le gouvernement est en train de mettre en place : la création de conditions favorisant le dumping social par la dérégulation et la régression sociale. Ce modèle – fondé sur les flexi-jobs et le travail étudiant – va exercer une pression accrue sur les emplois réguliers, contraignant les travailleur-euses à accepter des conditions à la baisse.

C'est une préoccupation centrale du plan d'action : sensibiliser les travailleur-euses sur ce que le gouvernement prépare. Tout ce que nous avons dénoncé s'est confirmé, malgré les accusations de mensonge ou d'alarmisme. Et parce que nous l'avons dénoncé, certaines avancées ont été obtenues : il semblerait que pour les pensions, le chômage temporaire soit désormais pris en compte dans les assimilations, notamment pour la notion de travail effectif – ce qui n'était pas le cas il y a quelques mois. Mais ce n'est pas suffisant et nous devons obtenir davantage.

Nous voulons éviter le dumping social et défendre un autre modèle : des emplois de qualité, de bonnes rémunérations et la possibilité pour les travailleur-euses de lever le pied en conciliant réellement vie professionnelle, vie privée et loisirs. On ne vit pas pour mourir au travail : on travaille pour vivre, contribuer à la société, subvenir à ses besoins, mais ce n'est pas la seule forme d'émancipation à laquelle aspirer.

Le plan d'action vise aussi à freiner la prolifération des nouvelles formes de contrats précaires, ainsi que des réorganisations défavorables comme l'annualisation du temps de travail. On nous vend cela comme une opportunité de concilier les temps de vie, par exemple pour les gardes alternées. Mais en réalité, ce n'est pas le-la travailleur-euse qui choisira ses horaires : c'est l'employeur qui imposera, en fonction de ses besoins, de travailler davantage pendant les soldes et les autres pics d'activité...

Le gouvernement tente de contourner les organisations syndicales. Là où nous pouvions négocier des compensations pour le travail de nuit, le gouvernement veut le banaliser. Initialement interdit, il n'était autorisé que par dérogation négociée avec les syndicats, avec compensation salariale, récupération du temps de travail, etc. L'objectif de l'Arizona est de supprimer ce cadre, ce qui affaiblit la concertation sociale en tant que protection des travailleur-euses.

À court terme certains secteurs ne sont peut-être pas concernés, mais c'est un peu comme un cheval de Troie. L'e-commerce sert aujourd'hui de prétexte pour élargir le travail de nuit, mais d'autres secteurs comme le commerce au détail et le tourisme demanderont le même cadre. On a déjà vu cette stratégie ailleurs comme la notion de "travail effectif" dans les pensions qui, au départ limitée à la pension minimum, s'est généralisée.

Cette réforme créera aussi un déséquilibre entre les travailleur-euses qui viennent de signer un contrat et les plus anciennes en incitant les employeurs à se séparer des plus coûteux-euses. Pour les nouveaux-elles, la perte est immédiate : la Centrale Générale l'a chiffrée à 600€. À terme, tout le monde sera concerné. La stratégie est toujours la même : soit un "choc" brutal qui sidère et empêche de réagir, soit une mise en place progressive avec périodes transitoires. Mais dans tous les cas, l'objectif est le même : déréguler complètement le marché et les conditions de travail.

// PENSES-TU QUE L'OUVERTURE À UN DROIT PROPRE À LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR LES JOBISTES DEVRAIT ÊTRE DAVANTAGE MIS EN AVANT AU SEIN DU PLAN D'ACTION SYNDICAL ?

Pour nous, ouvrir des droits à la sécurité sociale suppose qu'il y ait des cotisations de sécurité sociale. Si l'on suit le raisonnement évoqué, on peut penser qu'en deçà d'un certain nombre d'heures il n'est pas possible d'acquérir des droits, par exemple en matière de pension. Mais aujourd'hui, ce raisonnement ne tient plus : on pourrait très bien partir des jours de travail effectif pour constituer des droits à la pension.

Il y a plusieurs enjeux. D'abord, pour éviter les situations de dumping social – comme on l'évoquait plus tôt –, il faut que les travailleurs et travailleuses étudiant-es cotisent à la sécurité sociale. C'est là que se crée la différence entre un emploi régulier et un job étudiant. Pour l'étudiant-e jobiste, ces cotisations permettraient de se constituer des droits : couverture maladie, assurance accident du travail et, surtout, droits à la pension. Cela réduirait aussi la perte de financement pour la sécurité sociale, qui est considérable : l'étude des Jeunes FGTB de 2022 chiffrait déjà cette perte à plus de 400 millions d'euros.

Un autre aspect ensuite, encore peu exploré, concerne les maladies professionnelles. Certains jobs étudiants exposent à des conditions pouvant entraîner des troubles musculo-squelettiques. Même si ces pathologies ne figurent pas sur la liste officielle, il existe des procédures possibles. Or, les étudiant-es ne sont pas intégrés au même système que les travailleur-euses régulières.

Enfin, la question du job étudiant reflète aussi les inégalités sociales. Beaucoup n'ont pas d'autre choix que de travailler pour financer leurs études, leur logement ou simplement remplir leur frigo. Quelques-un-es exercent un job étudiant pour des loisirs ou des dépenses secondaires, mais pour d'autres c'est une nécessité. L'idée de départ faisait du travail étudiant une activité limitée à des périodes comme les

vacances, afin de permettre aux jeunes de se consacrer pleinement à leurs études pendant l'année.

Quant à l'argument souvent avancé, à tort, selon lequel un job étudiant constituerait une expérience en lien avec les études, il est largement discutable : dans trois quarts des cas, l'emploi exercé n'a aucun rapport avec le cursus suivi.

// VERS OÙ S'ORIENTE LE PLAN D'ACTION SYNDICAL ? QUELS OBJECTIFS POURSUIT LE SYNDICAT FACE AU GOUVERNEMENT LE PLUS À DROITE DEPUIS 1945 ?

Il ne faut pas oublier les différents de pouvoir et c'est pour cette raison que nous préparons une mobilisation importante pour le 24 septembre : la marche pour l'emploi durable.

C'est un premier rendez-vous centré sur les mesures prises par le gouvernement wallon et l'impact des mesures fédérales dans les régions. La limitation des allocations de chômage à deux ans aura un effet clair sur les communes, mais aussi sur l'accompagnement et la formation des travailleur-euses exclu-es. Le Fédéral renvoie la responsabilité aux régions en ce qui concerne la dernière offre d'emploi à proposer avant l'exclusion des allocations de chômage.

Le deuxième rendez-vous syndical majeur est le 14 octobre, avec une manifestation nationale à Bruxelles. Les différentes étapes du plan d'action seront réévaluées au fur et à mesure. Les instances démocratiques devront décider de la suite et de la forme : nouvelles manifestations, actions décentralisées, voire de nouvelles grèves. Vu l'ampleur des attaques, nous devons maintenir et même intensifier la pression pour contraindre ce gouvernement à cesser d'étrangler les travailleur-euses dans des conditions de vie et de travail intenable.



ENSEIGNEMENT : DES INGÉNIEUR-ES AUX COMMANDES... VRAIMENT ?



PAR BENJAMIN VANDEVANDEL
// DÉTACHÉ PÉDAGOGIQUE JEUNES FGTB

Le Pacte pour un enseignement d'Excellence, initié en 2015, avait pour ambition de mettre en place une réforme durable et ce sur de nombreuses années. Il est certes loin d'être parfait, ne met pas tout le monde d'accord... mais au moins les professionnel·les de l'enseignement savaient-iels où iels allaient. Par ailleurs, certaines réformes réclamées de longue date répondaient présentes, notamment le tronc commun pluridisciplinaire jusqu'en 3^{ème} secondaire et la réforme des congés scolaires.

Arrivent en 2024 les ministres Valérie Glatigny¹ et Elisabeth Degryse²... retour au grand foutoir ! Suppression de la nomination au profit du CDI, réforme du qualifiant, remise en question de la 3^{ème} commune... autant d'éléments amenés avec la délicatesse d'un trente tonnes et qui ont mené à des actions comme on n'en avait plus vues depuis 1996.

Indispensable nous dit-on : le contexte budgétaire de la FWB est difficile depuis des décennies. M^{me} Degryse le rappelle encore au journal *Le Soir* du vendredi 29 août 2025 : 15 milliards de dépenses pour 13,5 milliards de recettes. Il faut « stabiliser et revenir à l'équilibre d'ici 10 ans.³ » Anticipant les réactions pour le moins courroucées du secteur, la ministre déclare qu'« On va se donner les moyens pour expliquer, être pédagogues.⁴ » Rien d'étonnant à ce que le monde syndical ait décidé de boycotter certaines rencontres : les solutions gouvernementales ne sont pas mauvaises, les pauvres ignares que nous sommes ne les comprennent simplement pas ! Les enseignant·es sont des poètes ; les réflexions des ingénieur·es leurs sont inaccessibles.

Il y a en effet des éléments qui nous échappent. Par exemple, comment justifier économiquement dans une FWB déficitaire la suppression de la nomination au profit du CDI ? Le gouvernement d'ingénieur·es ne semble pas savoir que les retraites de ces futur·es contractuel·les passeront du giron fédéral... à celui de la FWB. Selon Maxime Fontaine, chercheur en finances publiques, cette réforme coûtera des milliards d'euros par an à la FWB, FWB qui ne peut lever ni taxes ni impôts⁵. On se demande comment cet élément a pu échapper à un gouvernement qui se veut rigoriste et économe. Peut-être la suppression des statuts tient-elle plus de l'idéologie ? Pouvoir, grâce au CDI, placer qui l'on veut, où l'on veut devant une classe ? La question se pose.

Autre élément qui nous échappe : en quoi le CDI garantit-il un emploi plus stable dans un système scolaire qui dépend du NTTP⁶ ? Cet acronyme désigne le nombre d'heures dont dispose une école pour organiser ses cours ; il est redéfini annuellement sur base des inscriptions au 15 janvier de l'année précédente. S'il n'y a pas d'heures pour organiser les cours, comment les profs qui les occupaient vont-ils avoir un emploi ? Faut éclairer notre lanterne ! La réforme du qualifiant (3% de son financement en moins) est un exemple éloquent : un communiqué du MR déclare que « les mesures budgétaires concernant le qualifiant affectent les périodes/heures octroyées aux écoles, et non des licenciements d'enseignants⁷ »... s'il y a moins d'heures, comment conserver les enseignant·es qui occupaient ces heures ? Le CDI ne permet-il pas juste de précariser l'emploi de l'enseignant·e en question sans devoir respecter un statut ? La question se pose.

Terminons par deux sujets qui se rejoignent et sont loin d'être dans l'intérêt des élèves : la suppression de la 7^{ème} année (professionnelle comme technique) et la remise en question de la 3^{ème} année commune. Adrien Rosman explique en détail en quoi la réforme du qualifiant est préjudiciable aux élèves⁸ ; la remise en question de la 3^{ème} générale commune renforce encore son constat. En effet, supprimer cette

année du processus renforcera les départs involontaires vers le qualifiant et le professionnel, à l'opposé de la volonté du tronc commun : redorer l'image de ces filières riches d'options et permettre aux élèves de se diriger volontairement vers ces dernières.

La 3^{ème} commune est d'une importance capitale, comme nous le rappelle encore Marc Romainville⁹ ce 26 août dernier : « dans un monde qui devient plus complexe, la formation commune que doivent recevoir les jeunes citoyens va prendre un peu plus de temps... Pensez simplement à la nécessité de bien comprendre les implications de l'ère numérique, de comprendre les enjeux du réchauffement climatique, etc. On ne voit pas pourquoi ces compétences devraient être réservées aux élèves qui vont dans l'enseignement général de transition¹⁰. » Le gouvernement se moque-t-il de ces considérations ? La question se pose.

Les réformes imposées par les ministres Glatigny et Degryse ne vont pas dans le bon sens. Que ce soit pédagogiquement, économiquement ou humainement. La volonté récente de la ministre Glatigny de monter le seuil de réussite des épreuves communes à 60% achèvera-t-elle de faire de notre enseignement l'un des plus inégalitaires au monde ? C'est en bonne voie... Chapeau les ingénieur·es !

- 1 Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de promotion sociale en FWB
- 2 Ministre présidente de la FWB, également en charge du budget et de l'Enseignement supérieur.
- 3 <https://www.lesoir.be/695805/article/2025-08-29/elisabeth-degryse-je-ne-mattends-pas-ce-que-tout-le-monde-soit-content-mais-il>
- 4 Idem
- 5 <https://www.lavenir.net/actu/belgique/politique/2024/11/30/les-chiffres-insoupconne-du-projet-de-reforme-du-statut-des-profs-on-parle-a-terme-de-montants-en-milliards-deuros-YMK7H4O4RVBQJJKZD-VVVVNR4I/>
- 6 Nombre Total de Périodes Professeurs
- 7 <https://www.mr.be/reforme-de-lenseignement-qualifiant-stop-a-la-desinformation/>
- 8 Dans le « Camarade » de mars 2025 : <https://camarade.be/la-nouvelle-guerre-scolaire/>
- 9 Professeur en Sciences de l'éducation, un des pères et penseurs du « Pacte d'excellence »
- 10 https://audio.rtf.be/media/les-cles-les-cles-3373393?fbclid=IwY2xjawMek0FleHRuA2FlbQlxMABicmlkETBVbzVvc0RMV1VHaza-3T25EAR7esWdUTYmnQCh20WykMXNcFg3dZamUl3ujAKZ12hrJcezz-tlow-QWEs_5qKQ_aem_QIUv1oz_1hXPtswQ8P8ccA

LA DROITE CONTRE LES FEMMES

PAR JULIETTE LÉONARD

// MILITANTE AUX JEUNES FGFB

Il n'est plus un jour qui passe sans que se fasse entendre une proposition toujours plus antisociale d'un-e des membres de l'Arizona ou une déclaration antidémocratique de l'une ou l'autre personne d'un des partis le composant. Le virage très à droite qu'est en train de prendre la Belgique est d'autant plus inquiétant dans un contexte international où les partis conservateurs et d'extrême droite sont de plus en plus influents. Heureusement, face à cette situation, la réaction ne s'est pas fait attendre et des mobilisations massives sont en cours : syndicats, associations et travailleur-euses de différents secteurs s'organisent. Des personnes qui n'avaient jamais mis un pied en manifestation se trouvent désormais dans la rue pour s'opposer à ce rouleau compresseur qui s'en prend frontalement à la classe travailleuse. Dans cette masse d'informations et d'agitation, il peut être difficile de s'y retrouver et certains impacts de l'Arizona sont moins mis en avant comme les politiques concernant les migrant-es, les femmes ou encore l'environnement.

Pourtant, les femmes vont être particulièrement frappées par les mesures de l'Arizona. Comme toujours, les politiques d'austérité les touchent spécifiquement en raison de leur assignation à certains secteurs de l'emploi moins valorisés et de leur plus grande représentation dans les temps partiels. Les femmes sont déjà parmi les plus précaires et les différentes propositions de l'Arizona vont empirer cette situation. Leurs pensions vont être drastiquement réduites, notamment en raison de la non assimilation de certaines périodes liées à la maternité. Les offres d'emploi dans les secteurs publics, du soin et du social vont diminuer et les conditions de travail vont s'y empirer. Les mamans solos, les chômeuses et les malades longue durée sont dans le collimateur et la flexibilisation de nos emplois représente une catastrophe pour les mères. En effet, majoritairement à charge des enfants et faisant déjà face à des doubles journées de travail, ce sont elles qui trinquent dès qu'on ajoute de l'instabilité à des horaires déjà complexes. A ça s'ajoutent les attaques envers les services publics, notamment ceux liés à l'enfance, l'éducation et au soin, qui allègent pourtant les femmes d'un travail qu'elles prendraient sinon à charge. Les femmes risquent ainsi de s'appauvrir, de voir leurs horaires et conciliation vie privée/vie professionnelle se complexifier et travailler d'autant plus.

A ces constat s'ajoute celui du non intérêt des différents gouvernements pour les questions féministes : avec le définancement d'UNIA et la suppression du secrétariat à l'égalité des chances, le message est clair. L'ensemble du secteur associatif (féministe, mais pas que) se trouve plongé dans une instabilité en ce qui concerne ses subsides et le bon fonctionnement de ses activités. Or ce secteur est primordial dans la lutte pour l'égalité

hommes/femmes et dans celle contre les violences. En s'en prenant à ce secteur, le gouvernement s'en prend à ce qui représente parfois les derniers lieux de solidarité (hors cadre communautaire) auxquels ont accès des femmes en situation vulnérable ou de violences. Les femmes migrantes, notamment sans-papier, vont principalement être touchées par ces politiques qui, en plus de retravailler l'accès au territoire belge, vont fragiliser les rares aides auxquelles elles ont accès. Dans ce contexte, il est aussi évident que toute lutte conséquente pour les droits de la communauté LGBTQIA+ ne sera pas la priorité. Le gouvernement laisse également tomber toute possibilité de prévention contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux personnes LGBTQIA+ et annonce un futur sombre.

Toutes ces politiques qui fragilisent la position des femmes, dans une société déjà inégalitaire, présentent le risque d'augmenter les violences à l'encontre de celles-ci. En effet, si les violences faites aux femmes ont lieu au sein de tous les milieux, s'extraire de celles-ci se complexifie lorsque nous manquons de ressources. La sécurité sociale et les services publics permettent une solidarité et une garantie de revenu qui ne dépendent pas du couple ou de la famille et sont essentiels. De même, fragiliser, flexibiliser, insécuriser le marché du travail place dans une plus grande vulnérabilité face au harcèlement et aux violences au travail.

Il nous semble important de comprendre que ces politiques ne sont pas des oublis ou des erreurs mais correspondent aux visions idéologiques qu'entretiennent les différents courants de droite envers les femmes. Entre les tendances libérales qui peinent à penser les femmes comme un groupe social faisant face à des barrières structurelles et les tendances conservatrices qui nous rêvent comme de bonnes épouses et mères, ces attaques envers les femmes sont parfaitement cohérentes. N'oublions par ailleurs jamais que les politiques de droite ont comme principal but la défense du capitalisme. Même lorsqu'elles se donnent l'apparence d'être LGBTQIA+ friendly ou féministes, il n'est jamais de politiques conséquentes qui remettraient en cause les inégalités qui puissent émerger.

Les différentes politiques de l'Arizona vont créer de l'insécurité sociale, un sentiment de compétition pour des ressources limitées, sous fond de discours de plus en plus raciste et conservateur, ce qui crée un terreau fertile à la montée des idées d'extrême droite. Si l'Arizona n'est pas d'extrême droite, nous pouvons néanmoins affirmer que ses politiques nuisent à l'autonomie des femmes et favorisent les schémas familiaux conservateurs.

Dès lors, face à ce gouvernement antisocial, raciste et antiféministe, ne tombons pas dans la résignation, organisons-nous pour intensifier le mouvement social, allons là où nos messages et pratiques ne sont que peu entendus et accompagnons toutes les personnes qui sentiront un début de sentiment d'injustice et démontrons que la seule alternative souhaitable c'est un projet de société socialiste.



FACE À LA GUERRE, QUELLE VOIE POUR LA PAIX ?

PAR MIGUEL SCHELCK
// ANIMATEUR DES JEUNES FGFB BRUXELLES

D'APRÈS UN ENTRETIEN AVEC CHRISTOPHE WASINSKI
// PROFESSEUR EN SCIENCES POLITIQUES
(RELATIONS INTERNATIONALES) À L'ULB

LA MILITARISATION EN QUESTION

En prélude de cet interview Christophe Wasinski, docteur en relations internationales à l'ULB, nous prévient : « Aujourd'hui, on nous communique énormément d'informations sur les conflits en cours. Les médias et certains responsables politiques participent à créer un climat anxiogène autour des relations internationales. Pourtant, la plupart des relations entre les États sont pacifiques. Le monde n'est pas à feu et à sang. Il faut le rappeler et prendre du recul par rapport à la situation que les médias nous présentent. »

Malgré cette situation relativement pacifique, la militarisation des sociétés du 21^{ème} siècle n'est pas un phénomène nouveau. Surtout du côté des États-Unis où, dès le début des années 2000, le gouvernement augmente considérablement ses dépenses militaires. Comme le souligne Wasinski, « les États-Unis ont choisi, en toute conscience, de se construire en puissance hégémonique à travers la force militaire, et cela bien avant l'invasion de l'Ukraine. »

En revanche, il souligne qu'en Europe le processus est plus progressif. Cela fait au moins deux décennies que les industries de l'armement cherchent à trouver des débouchés, mais « il n'y avait alors pas de demande suffisante, pas de "panique sécuritaire" justifiant des achats massifs ». Pour lui, « c'est avec l'annexion de la Crimée en 2014, puis l'agression russe sur l'Ukraine en 2022 que la donne a changé [...] le climat d'inquiétude est désormais exploité pour légitimer des dépenses massives, souvent à coups d'argent public et au détriment de la sécurité sociale. »

Pourtant, l'Union Européenne et ses alliés au sein de l'OTAN sont loin d'être dépourvus de moyens militaires : « Nous dépensons déjà 2,5 fois plus que la Russie sur le plan militaire. Et si l'on prend en compte l'OTAN, il s'agit de 10 fois plus que les russes ». Pour Christophe Wasinski, augmenter encore les budgets n'est donc pas une nécessité. D'autant plus si l'objectif visé est celui de réellement garantir la paix.

"SI TU VEUX LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE" ?

Pour l'OTAN et notre gouvernement, augmenter nos budgets militaires serait donc la bonne voie à suivre. *"Si vis pacem, para bellum"* disait récemment notre premier ministre pour justifier les dépenses de la Défense¹. Or, pour Christophe Wasinski, cette doctrine est une croyance et non une certitude : « C'est un pari. L'Histoire montre que cela ne fonctionne pas toujours : en 1914 et en 1939, les pays européens étaient armés – et bien armés. Cela n'a pas empêché la guerre. En revanche, ce qui a fonctionné, c'est le dialogue politique. On a pu le voir durant la guerre froide par exemple ». Le professeur insiste : « Ce que nous devons défendre, c'est le respect du droit international, une diplomatie active et une vigilance constante sur le respect des traités. Nos gouvernant-es doivent aussi avoir une réflexion sincère sur le désarmement. »

En outre, nous devons dénoncer ceux qui recourent au droit international de manière partielle. Comme le rappelle Christophe Wasinski, « derrière l'apparente complexité des conflits, une fracture persiste : celle entre le Nord et le Sud global. Le droit international à double vitesse n'est pas anodin : il s'enracine dans une longue histoire coloniale et continue de façonner les réactions politiques et médiatiques. On le voit par exemple à travers le fait que le soutien des États à la Palestine peine à émerger dans les pays du Nord alors qu'une solidarité rapide et massive s'est manifestée pour l'Ukraine. »

LE COÛT SOCIAL DE LA MILITARISATION

La militarisation de nos sociétés n'est donc ni justifiée, ni efficace au vu du contexte et de nos moyens militaires déjà très élevés. En outre, Christophe Wasinski nous alerte sur le fait que militariser la société a aussi un coût social : « Acheter des tanks ou des avions de chasse, c'est s'endetter. Et cette dette, il faut la rembourser. Cela se fait souvent au détriment de la sécurité sociale, de la santé ou de la transition énergétique ».

Or, comme il le souligne, c'est dans le social qu'il faut investir si l'on veut garantir une société stable – d'autant plus dans la période de fascisation que nous vivons à l'échelle européenne : « Pour contrer l'extrême-droite et son nationalisme exacerbé, pour un monde durablement pacifique, nous devons renforcer notre sécurité sociale et nos services publics ». Une voix précieuse dans un moment où les discours sécuritaires tendent à étouffer toute pensée critique.



1 <https://www.rtf.be/article/avant-le-sommet-de-l-otan-bart-de-wever-explique-a-la-chambre-qu-il-faudra-depenser-plus-pour-la-defense-5-du-pib-11562972>

MILEI : DÉJÀ DES PROBLÈMES ?

PAR XAVIER DUPRET

// ÉCONOMISTE À L'ASSOCIATION JOSEPH JACQUEMOTTE

En 2023, le taux de l'inflation en Argentine s'élevait à 135% selon la Banque mondiale. Une des manières de résoudre ce problème consiste en une saignée de la circulation monétaire. D'où la tronçonneuse, laquelle n'a donné des résultats que graduellement. La première année de règne de Javier Milei s'est caractérisée, en réalité, par une progression de l'inflation aux alentours de 208% en 2024. En revanche, la baisse a été spectaculaire en 2025 avec un taux de 30%.

L'administration Milei opère sur la base de la théorie quantitative de la monnaie développée au XX^{ème} siècle par Milton Friedman. Elle postule que l'inflation correspond partout et toujours à un phénomène monétaire car elle est provoquée par une augmentation de la masse monétaire en circulation plus rapide que la croissance de la production.

TRONÇONNEUSE

Les prescriptions de Milton Friedman ont occupé le devant de la scène des théories macroéconomiques dans les années 1970 alors que les grandes nations industrialisées faisaient face à un cocktail jusqu'alors inédit d'atonie économique et d'inflation importante. On parlait alors de stagflation. A cette époque, les baisses de taux d'intérêt destinées à relancer l'économie se soldaient par un regain inflationniste. Pour Friedman, l'ordre des priorités devait changer. Il recommandait de s'attaquer avant tout à l'inflation. En effet, il estimait que l'inflation réduisait le pouvoir d'achat des travailleur-euses et faisait baisser le niveau des investissements, et partant, celui de la croissance économique. On remarquera, au passage, le caractère de pétition de principe de ce diagnostic. En effet, Friedman estimait que le prix de la force de travail devait être le plus libéralisé possible. Par conséquent, il excluait de ses hypothèses de départ le fait que, grâce à une importante mobilisation syndicale, une indexation automatique des salaires puisse être mise en œuvre. Des formules de ce type étaient pourtant très répandues au sein des pays de l'OCDE à l'époque.

Il est donc faux d'affirmer que les travailleur-euses ont perdu du pouvoir d'achat suite à la vague inflationniste des années 1970. Il suffit pour cela de se référer à ces millions de salarié-es chez nous qui ont remboursé un prêt à taux fixe avec un salaire indexé pour comprendre que la vision monétariste vise essentiellement à

bétonner la rémunération du capital sous couvert de protéger le salariat. On retrouve cet aspect des choses dans la politique de Milei. Pour comprendre ce point, il faut enraciner le raisonnement dans la réalité socioéconomique de l'Argentine contemporaine, à savoir son endettement extérieur insoutenable et les défauts de paiement successifs auxquels il a donné lieu. En 2008, le pays avait déjà expérimenté six défauts de paiement depuis sa déclaration d'indépendance le 9 juillet 1816¹. Suite au défaut des années 2000, l'Argentine s'est retrouvée coupée des marchés financiers et a pu compter sur son excédent commercial, soutenu par le boom du cours du soja (25% des exportations), pour assurer les rentrées de dollars.

Cette importance de l'accès au billet vert constitue une différence cruciale entre l'Argentine, pour qui c'est une question existentielle, et la Belgique. C'est que la question du mal-développement peut être vue comme résultant de la confrontation entre deux types de structures économiques à l'échelle mondiale. Dans cette optique, les échanges internationaux sont marqués depuis la colonisation par une radicale dichotomie entre le Centre producteur de marchandises à haute valeur ajoutée et la Périphérie spécialisée dans la fourniture de matières premières. Une structure des échanges de ce type débouche sur une détérioration des termes de l'échange pour le plus grand malheur de la Périphérie.

Cette dégradation (également qualifiée d'échange inégal par l'école de la dépendance²) affecte le pouvoir d'achat des monnaies des pays de la Périphérie qui, pour une même quantité de biens à haute valeur ajoutée, doivent produire davantage de matières premières. On observe également que la valorisation au sein du mode de production capitaliste des matières premières fait, selon les périodes, l'objet de fortes fluctuations. Au contraire, le progrès technologique dans les différentes branches constitutives de l'industrie présente un caractère continu et cumulatif. De surcroît, la branche financière du Capital joue un rôle procyclique dans l'octroi de crédits en faveur des pays de la Périphérie. Les prêts et les dollars (permettant de financer les importations) y affluent quand le cours des matières premières est au plus haut; quand ce dernier est orienté à la baisse, le flux retourne vers le Nord. En tout état de cause, si un pays du Sud désire, malgré tout, garantir à sa population un niveau de consommation stabilisé, il empruntera en devises dans les périodes d'expansion quitte à dégrader sa balance des paiements. Ce mouvement se solde par une dépréciation de la devise locale et partant, une poussée inflationniste. S'ensuit alors une période de correction afin d'apurer les comptes dans l'attente d'un nouveau boom. Cette configuration correspond parfaitement à l'évolution de l'économie argentine tout au long du XX^{ème} siècle. Les spécialistes ont théorisé à ce sujet un modèle dit stop and go³.

LA DETTE

Le ressort de l'endettement en Argentine en tant que mécanisme compensateur des soubresauts structurels de sa balance des paiements s'est cassé en 2001. Depuis, l'économie argentine n'a jamais vraiment pu réamorcer un cycle de croissance de type « go » soutenu par les marchés financiers. En effet, l'Argentine post-2001 a fait partie des pays d'Amérique latine en rupture avec l'orthodoxie néolibérale sous la direction des époux Kirchner entre 2003 et 2015. Or, c'est à cette époque que l'Argentine a connu un boom du soja mais les orientations du pouvoir en place ont conduit les autorités argentines à traiter durement leurs créanciers et à accorder la fonction d'accumulation de dollars à la banque centrale.

On signalera cependant que seul ce segment de l'économie argentine a été étatisé. Tout le reste fut maintenu dans le cadre d'une organisation capitaliste de la production. Lorsqu'en 2015 Cristina Kirchner quitte le pouvoir et que son parti est battu par la droite conservatrice, le pays se trouve en pleine phase d'atonie économique de type « stop » car le cours des matières premières est orienté à la baisse. Classiquement, ce sont des périodes durant lesquelles le pays fait face à une fuite de capitaux mais cette sortie était rendue impossible en raison du mécanisme de contrôle des changes. Pour que les capitaux puissent quitter le pays, il fallait impérativement libéraliser le marché des changes mais, en l'absence de dollars dans les caisses de la banque centrale, le recours à l'endettement en devises s'avérait nécessaire pour financer l'opération. Cette option était rendue possible du fait du désendettement massif du pays sous les Kirchner. Les chiffres sont, de ce point de vue, particulièrement éloquentes.

...
POUR LIRE CET ARTICLE EN ENTIER,
RENDEZ-VOUS SUR CAMARADE.BE
OU SCANNEZ LE QR CODE



- 1 Carmen M. Reinhart, Kenneth S. Rogoff, This Time is Different. A Panoramic View of Eight Centuries of Financial Crises, National Bureau of Economic Research (NBER), Working Paper n° 13882, Cambridge, mars 2008, pp.24-27.
- 2 À ce sujet, voir Amin, Samir, La loi de la valeur mondialisée, Éditions Delga, Paris, 2011
- 3 Diamand, Marcelo, Overcoming Argentina's stop-and-go economic cycles in Jonathan Hartlyn and Samuel A. Morley (dir.), Latin American political economy. Financial crisis and political change, Routledge, New York, pp.129-164.

PAROLES DE VIEUX ET PERSPECTIVES DE JEUNES

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE POUTOU ET DANIEL RICHARD

Le 18 avril dernier, Philippe Poutou était invité au Festival de Résistance par le CEPAG Verviétois à la FGTB Verviers-Ostbelgien. C'était l'occasion pour nous d'organiser un échange entre le militant du Nouveau Parti Anticapitaliste, et le secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB Verviers-Ostbelgien, Daniel Richard, afin de dresser un bilan générationnel.

// C'ÉTAIT MIEUX AVANT ?

« Plus on avance, plus la jeunesse est attaquée de plein fouet par la brutalité du capitalisme », dit Philippe. Il soulève la précarité grandissante chez les jeunes et l'importance de redévelopper une solidarité intergénérationnelle pour y faire face, après que Daniel lui ait fait un topo sur les horreurs que nous prépare le gouvernement Arizona.

Daniel évoque « la fin d'un modèle », et estime que nous arrivons à un moment charnière de l'histoire sociale, dont les organisations syndicales n'auraient pas encore pleinement conscience. « On fonctionne encore sur base d'un modèle de concertation sociale, alors qu'en fait, on n'a plus d'interlocuteurs. [...] On en est à faire des grèves juste pour être reçus et entendus, pour au final ne discuter que sur les modalités et pas sur le fond ».

Philippe rebondit en faisant un parallèle avec l'écologie : « Le capitalisme, ce n'est pas que des dégâts sociaux, c'est aussi une planète qui brûle. Une machine à broyer, et on continue. Personne ne semble prêt à s'arrêter ». Pourtant, il ne désespère pas. « La jeunesse prend cher, mais elle tient bon sur pas mal de choses : les mouvements féministes, écologistes, ou encore le mouvement pour les droits des personnes LGBTQIA+ qui tient bon malgré toute la brutalité des multiples courants réactionnaires. On peut reconstruire quelque chose et les jeunes nous donnent confiance ».

// LA RÉVOLUTION, C'EST POUR DEMAIN OU APRÈS-DEMAIN ?

« Là où un monde s'éteint, un autre est déjà en train de naître mais cela se passe beaucoup sous les radars. Sur le territoire où tu te trouves, il y a des tas d'initiatives d'économie sociale et si le mouvement coopératif n'est plus si présent dans le monde ouvrier, il l'est par exemple chez les producteurs locaux d'alimentation », dit fièrement Daniel à Philippe à propos de la région verviétoise, « mais nous restons surpris par la vitesse à laquelle s'opèrent les reculs », tempère-t-il.

Phillipe ajoute que « de notre temps, nous avons des certitudes en tant que militant-es, notamment en matière de lutte des classes ». Il cite ensuite l'évolution de multiples facteurs : les rapports de précarité, la crise du monde capitaliste, la diminution de la conscience de classe chez les prolétaires. Cela casse l'idée de sa génération que tout pouvait démarrer par la grève générale, car l'économie d'industrie était beaucoup plus présente à l'époque. Il refait le lien avec les propos de Daniel, que les choses se passent en sous-main dans des plus petits mouvements et que ça le rend « optimiste qu'on arrivera un jour à régler nos comptes avec les salauds d'en haut ».

Daniel rebondit, en parlant des difficultés d'imprimer une dynamique révolutionnaire au sein des organisations syndicales qui mènent majoritairement la contestation sociale, en expliquant qu'elle « n'inscrit pas la perspective de révolution dans leur ADN. La date de la révolution ne dépend pas de nous, elle ne sera jamais décrétée par des organisations, singulièrement pas par une organisation syndicale mais, par contre, les mouvements sociaux doivent pouvoir se préparer pour formuler les bases du modèle qu'ils veulent pour demain. Quelles valeurs, quel principe d'organisation, quel degré d'autonomie... tout cela doit être défini ». Il aborde ensuite la question de la répression des mouvements qui ont de l'impact, citant la condamnation des 17 camarades qui ont bloqué l'autoroute à Cheratte. « C'est un signe que plutôt que s'attaquer à la production, il faudrait pouvoir s'attaquer au flux ».

// L'IMPORTANCE DE LA CRITIQUE AU SEIN DE L'APPAREIL SYNDICAL

Philippe fait le lien avec la question précédente en parlant des explosions de colère spontanées comme potentiel débuts révolutionnaires. « Si ce n'est pas le début, ce sont au moins des alertes. », explique-t-il en citant les mouvements spontanés en Kanakie ou encore les émeutes suite au meurtre de Nahel en 2023 par la police à Nanterre. « Même si ce sont des mouvements de colère parfois désespérés, c'est aussi le rôle des organisations d'apporter du soutien et pour ça, elles ne sont pas à la hauteur ».

Daniel est à la veille de sa pension et cite comme une de ses principales frustrations à son départ « la disparition progressive des formations à la pensée critique » au sein de l'organisation syndicale. Il insiste sur l'importance de ces dernières pour développer non seulement l'autonomie et l'esprit critique des militant-es face à la société mais aussi face à l'appareil syndical lui-même afin de permettre une remise en question lorsqu'elle devient vitale. Philippe est d'accord face à ce message, citant la lutte contre la réforme des retraites en 2023 en France. Il explique que la lutte était bien partie, avec un potentiel d'en revenir à la même intensité que mai 68, pour au final tomber à plat lors du passage en force du gouvernement Macron. Il déplore l'absence de bilans à la fin des mouvements, que cela pourrait mener à reproduire les mêmes erreurs dans les luttes suivantes. Il termine : « La différence avec nous, malheureusement, c'est que les possédants, eux, ils ne font pas deux fois la même connerie ».

// OPTIMISME ET UNION DES GAUCHES

Lorsque nous abordons le dernier thème de l'entretien, Philippe embraye directement avec l'exemple du Nouveau Front Populaire en France, à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin 2024. « Cela s'est fait car on était sous le choc. La menace de l'extrême-droite est passée de lointaine à "demain, Bardella prend le pouvoir". Trois semaines de campagne, avec dès le départ deux jours de manif, notamment de la jeunesse, qui ont foutu la pression sur les états-majors de gauche et qui les ont poussés à trouver un accord en quarante-huit heures. Il y a un tas de gens qui se sont mobilisé-es dans la campagne : des jeunes, des moins jeunes, des non-militant-es, et l'objectif a été atteint. Y a eu une vraie popularité, partant d'une pression militante à la base ».

Daniel, lui, souhaite terminer par un mot sur l'optimisme, citant sa rencontre une quinzaine d'années auparavant avec le résistant français Raymond Aubrac. « Quand je lui ai demandé quelle était la principale caractéristique d'un-e résistant-e, sa réponse a fusé. Il a dit qu'il n'en avait jamais rencontré un-e qui n'était pas optimiste. On traverse actuellement une période sombre dans le militantisme », dit-il citant les reculs sociaux et le manque de victoires, « mais le nouveau monde en construction, même sous les radars, nous donne toutes les raisons d'être optimistes. »

Et puis, d'après Philippe, les résistant-es gagnent toujours à la fin, même si on ne sait pas quand c'est, la fin.

S'INFORMER POUR MIEUX LUTTER, LES BROCHURES DES JEUNES FGTB FONT PEAU NEUVE !

Les temps sont durs pour la jeunesse. Entre galères à l'école, jobs précaires et attaques répétées contre les allocations d'insertion, difficile de s'y retrouver et encore plus de se défendre. C'est là que les brochures des Jeunes FGTB prennent tout leur sens. Bonne nouvelle : elles viennent tout juste d'être mises à jour !

Disponibles gratuitement en ligne, ces brochures sont conçues pour t'informer, te conscientiser, et si tu le souhaites, te mobiliser. Écrites dans un langage clair et accessible, elles collent à la réalité vécue par de nombreux jeunes. Tu y trouveras des contenus utiles et concrets sur tes droits en tant qu'étudiant-e, jeune travailleur-euse, stagiaire ou demandeur-euse d'emploi... mais aussi des analyses critiques pour mieux comprendre et contrer l'offensive néolibérale.

Parmi les incontournables, on retrouve :

- Le Guide de l'étudiant-e
- Ton job étudiant
- Fin d'école, faim d'emploi (Wallonie et Bruxelles)
- Le Lexique du-de la jeune travailleur-euse
- Détox



Face aux injustices, s'informer, c'est déjà résister. Alors n'attends plus : fonce sur le site des Jeunes FGTB pour découvrir tes droits et te donner les moyens d'agir !



CAMARADE !

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552 03 63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boîte 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24 22 59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32 38 83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB



camarade.be



@CamaradeWebMedia

JEUNES
★ FG TB s'unir
lutter
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab